



HAL
open science

Le Tournant social de l'international

David Ambrosetti

► **To cite this version:**

David Ambrosetti. Le Tournant social de l'international: Les organisations internationales face aux sociétés civiles. *Cultures & conflits*, 2022, 2022/1 (125), p. 161-164. 10.4000/conflits.23768 . halshs-03721191

HAL Id: halshs-03721191

<https://shs.hal.science/halshs-03721191>

Submitted on 4 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chronique bibliographique

Le Tournant social de l'international : Les organisations internationales face aux sociétés civiles

David AMBROSETTI

David Ambrosetti est politiste, chargé de recherche au CNRS. Il étudie les relations diplomatiques et les organisations internationales sur le continent africain, notamment dans le domaine de la paix et la sécurité. Il dirige actuellement le laboratoire Les Afriques dans le monde à Sciences Po Bordeaux.

Delphine Lagrange, Marieke Louis, Olivier Nay (dirs.), *Le tournant social de l'international : Les organisations internationales face aux sociétés civiles*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2021.

L'angle choisi dans cet ouvrage collectif est judicieux. Le « tournant social » vient donner davantage de profondeur à des phénomènes trop souvent réduits à la question de la place des ONG face aux États qui siègent dans les organisations internationales (OI) – une question posée le plus souvent en mode binaire (ONG face aux OI) et, le plus souvent également à charge contre lesdits États, au nom d'une légitimité supposée plus grande des ONG. Plus qu'une « simple » pression irrésistible de celles-ci, ce tournant social est d'abord le fruit de choix d'institutions négociés de haute lutte au sein de ces OI et dans leur « écosystème » (O. Nay).

C'est ainsi qu'il faut comprendre ce choix d'ouverture à la « société civile ». Une telle ouverture suppose des moyens de contrôler les nouveaux venus, *via* des stratégies que Delphine Lagrange (chapitre 9 de conclusion) réunit utilement sous quatre catégories : 1/ la cooptation des experts et consultants au sein d'espaces militants, académiques etc. ; 2/ les procédures standardisées de consultation et de participation des ONG ; 3/ l'enrôlement d'un nombre finalement limité d'acteurs qui se spécialisent et occupent durablement les domaines d'action ainsi investis ; et 4/ le parrainage pur et simple

d'ONG par différents vecteurs (incitations, financements...) pour en faire des relais opérationnels mais aussi des alliés politiques, comme dans le cas du Bureau européen de l'environnement (chapitre 2 de l'ouvrage).

Plusieurs exemples éclairent ce choix de promouvoir une telle participation, et les effets qui en résultent en termes de « captation épistémique » (O. Nay) de la critique issue d'espaces militants, en particulier au sein de la Banque mondiale et du FMI dans les années 1990 (chapitre 3) et 2000 (chapitre 6). Pendant de la participation, l'exigence de « représentativité » s'affirme par des voies également très intéressantes au sein des OI. Le parallèle entre l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation internationale pour la standardisation (ISO) (chapitre 4), deux organisations se targuant d'être particulièrement inclusives, est ici très éclairant.

À partir du chapitre 5, ce sont davantage les choix opérés par les acteurs du monde social, non gouvernemental, qui font l'objet d'analyses fines. Une même OI comme le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (chapitre 5) ouvre ainsi différents canaux d'interaction donnant lieu à des stratégies différenciées entre ONG, qui sont ici décodées. Suivre un mouvement militant précis pour comprendre comment il investit une grand-messe multilatérale telle que le sommet annuel des institutions financières internationales à Washington (chapitre 6) apporte là aussi un regard incarné riche en enseignements.

Deux autres chapitres retracent quant à eux le rôle clé joué par des coalitions non gouvernementales engagées à la pointe de la lutte contre des OI, en fait, *d'une* OI : l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans ces deux cas, *La Vía Campesina* contre l'immixtion de l'OMC dans le domaine des échanges agricoles (chapitre 7) et la défense par Médecin sans frontières (MSF) de la notion de médicaments essentiels au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (chapitre 8), les organisations militantes trouvent les moyens d'affronter l'OMC en se rapprochant d'agences des Nations Unies (comme l'OMS, ou encore l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO). Elles y parviennent en partie en acceptant une forme d'appropriation réciproque, mutuellement bénéfique, permettant d'allier radicalité et technicité dans les positions soutenues, de faire converger la légitimité

institutionnelle du système des Nations Unies et la représentativité des organisations de base.

Le tableau brossé dans l'ouvrage, organisé en onze textes particulièrement concis et fluides dans leur rédaction, séduit par la diversité des organisations considérées et par la déclinaison problématique de cette « question sociale » au sein des OI, qui fait l'originalité du travail. Ses apports empiriques, qui mettent souvent en valeur des recherches doctorales récentes, sont incontestables. Ils bénéficient également d'un cadrage théorique (introduction et chapitre 1) d'une grande clarté, où les approches sociologiques dialoguent avec plusieurs références incontournables des Relations internationales (RI) consacrées aux organisations internationales. Celles-ci y apparaissent comme des espaces d'articulation ou d'hybridation entre acteurs étatiques et « non étatiques », chaque cas relevant de rapports de force spécifiques, en particulier entre réseaux spécialisés dans des domaines d'action publique particuliers qui se trouvent en concurrence dans les OI.

Je pointerais pour finir mon propos trois éléments qui pourraient prolonger les résultats de ce travail. Le premier est empirique, et concerne un type d'acteur finalement peu décrit dans les interactions et jeux d'acteurs exposés. Il s'agit des représentants des États, actifs dans ces différentes OI. Les intérêts des pays occidentaux, notamment, sont bien mentionnés (en soutien de leurs laboratoires pharmaceutiques par exemple), mais comme un tout, comme un bloc statique. L'*agent* étatique, le ou la fonctionnaire gouvernementale présente dans telle ou telle OI, apparaît peu. Pourtant, leurs rôles y sont parfois très importants, comme contributeurs financiers, comme promoteurs d'expertises, comme relais – ou comme obstacles – dans les instances délibératives (Conseil de sécurité et Assemblée générale de l'ONU, conseils d'administration des agences, etc.), et autre. Pour que le travail s'enclenche dans une OI, il faut souvent que des représentants étatiques en décident ainsi formellement. Et ils ou elles ne s'effacent pas à la minute où la décision est votée. Les interactions sont constantes. Documenter au plus près l'empreinte de ce tournant social dans le travail et les choix des diplomates (et, symétriquement, l'empreinte du travail des diplomates dans ce tournant social) apporterait une matière utile à la réflexion.

Mon deuxième point porte sur les enseignements théoriques. Si la conclusion de l'ouvrage identifie bien des mouvements communs au sein de ces OI, ces derniers ne sont pas directement placés en débat avec les analyses théoriques les plus relayées dans les *International Studies* anglo-américaines. Une telle cascade d'observations et d'analyses expose pourtant ces édifices théoriques à quelque friction, à quelque secousse. La postface de l'ouvrage par Bob Reinalda replace certes la question des relations entre OI et ONG dans les théories des RI, mais sans pointer précisément où pourraient se nicher ces possibles secousses. L'enjeu ici est bien sûr d'affirmer avec force la pertinence de l'*International Political Sociology* à la française dans ces espaces académiques des RI anglo-américaines.

Enfin, et plus globalement, quel sens peut-on donner à ce tournant social s'il devait nous servir de reflet de la politique internationale contemporaine, des grandes forces qui l'animent, de ses lignes de clivages et d'allégeances politiques ? Par exemple, l'introduction de l'ouvrage mentionne rapidement l'empreinte des anciens et anciennes diplômées des grandes universités anglo-américaines dans les OI (p. 13), mais quelle compréhension globale et historicisée a-t-on du phénomène, qu'en est-il aujourd'hui et qu'en fut-il hier ? Un ou une spécialiste des RI anglo-américaines au regard « macro » pourrait être tentée de tirer de cet ouvrage collectif la conclusion suivante : le monde des OI se diversifie et se complexifie donc toujours davantage ; la libre compétition pour la définition des préférences sociétales (chère à A. Moravcsik¹, par exemple) se joue donc également, et de plus en plus, dans ces arènes ; en conclusion, le progrès démocratique linéaire se poursuit. Certes, le détail de l'ouvrage empêche une telle lecture téléologique par simplification, et Delphine Lagrange met explicitement en garde contre ce risque dans sa conclusion. Mais il me semble qu'il reste encore à interpréter ce déplacement des champs de bataille de la démocratisation dans les OI, et ce qu'il dit des formes contemporaines du *gouvernement du monde*² et de sa trajectoire historique.

¹ Moravcsik A., "Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics", *International Organization*, vol. 51, n°4, 1997, pp. 513-553.

² Bayart J.-F., *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.